

## PROGRAMME STMG

### ECONOMIE

#### SUPPRESSION du programme de 1ère

1.3. Une économie de marché régulée : l'économie française	Les économies contemporaines sont des économies dans lesquelles les marchés coordonnent les choix des agents. Dans tous les pays (dont la France), une régulation par l'État s'avère nécessaire.	• La coordination et la régulation des activités économiques : marchés et État
--	---	--

#### SUPPRESSIONS du programme de terminale

1.2 La création monétaire	La quantité de monnaie circulant dans une économie à un moment donné est mesurée par un agrégat : la masse monétaire. Les variations de la masse monétaire résultent principalement des opérations de crédit bancaire.  La banque centrale a pour mission d'émettre la monnaie fiduciaire et plus généralement de réguler la masse monétaire.	- La masse monétaire ; le crédit. - La Banque centrale européenne (BCE).
2.3 L'Union européenne	L'Union européenne constitue le cas le plus élaboré d'intégration régionale. Sa construction s'organise autour d'objectifs d'intégration et de régulation des marchés et d'harmonisation des politiques économiques et sociales ; elle s'accompagne de l'adhésion de nouveaux pays. Elle permet aux États membres d'occuper une place essentielle dans l'économie mondiale, même si le processus d'intégration est loin d'être achevé.	• Les étapes, les objectifs et les réalisations de la construction européenne : - le marché unique ; - la monnaie unique ; - les politiques communes.
3.2 La régulation de l'activité économique  Uniquement l'inflation	L'instabilité durable du niveau général des prix (principalement sous la forme d'inflation) constitue un autre déséquilibre important, qui pèse sur les revenus et sur les coûts.	L'inflation et la politique de stabilité du niveau général des prix.

## AJOUT IMPORTANT EN TERMINALE

<p><b>VIII. Quelle est l'efficacité de l'intervention sociale de l'Etat ?</b> (20%)</p>		<p><b>Historiquement, l'intervention de l'Etat a permis progressivement la prise en charge des risques sociaux et une certaine réduction des inégalités. Si cette intervention est légitime, la question de son efficacité n'en demeure pas moins posée, au regard des logiques d'assurance et d'assistance. Le débat économique demeure entre les partisans d'une intervention sociale justifiée par des considérations économiques et humaines et ceux qui mettent en avant ses effets pervers.</b></p>
<p>VIII.1. Les domaines d'intervention</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les inégalités et la justice sociale.</li> <li>- La protection sociale.</li> <li>- Les logiques d'assurance et d'assistance.</li> <li>- Le traitement social du chômage.</li> </ul>	<p>La politique sociale poursuit des objectifs de réduction des inégalités, de justice et de solidarité sociales, dans un contexte où l'exclusion et la pauvreté demeurent.</p> <p>La solidarité nationale est assurée essentiellement par la redistribution verticale tandis que l'assurance collective (protection sociale) protège plus particulièrement des risques sociaux (santé, vieillesse-survie, famille-maternité, emploi, pauvreté et exclusion sociale). Deux logiques peuvent donc présider à la protection sociale : une logique d'assurance et une logique d'assistance ou de solidarité attachée à l'idée de justice sociale.</p>
<p>VIII.2. L'efficacité de la politique sociale</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La progressivité de l'impôt.</li> <li>- La redistribution.</li> </ul>	<p>Ces objectifs se traduisent par les prestations offertes par les organismes de protection sociale.</p> <p>Le chômage est également considéré comme un risque social dont le traitement par l'Etat vise à en rendre supportables les conséquences économiques et sociales pour le salarié (indemnisation du chômage).</p> <p>Des prélèvements sont effectués sur le revenu des agents économiques en vue de financer la politique sociale. <i>Une attention particulière sera portée à l'impôt sur le revenu dont la progressivité remplit notamment une fonction d'équité sociale, en favorisant une <u>redistribution</u> entre hauts et bas revenus.</i></p>
<p>VIII.3 L'économie sociale et solidaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les acteurs de l'économie sociale et solidaire.</li> </ul>	<p>L'efficacité de la politique sociale est appréhendée sous l'angle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de la réduction des inégalités de revenu ;</li> <li>- du financement de la protection sociale ;</li> <li>- des effets des prestations sociales et des minima sociaux.</li> </ul> <p>L'ESS est complémentaire à l'action de l'Etat. Elle intervient déjà fortement, notamment dans la protection sociale, et son importance au niveau économique est croissante.</p>